

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/21

6 août 1997

(97-3325)

**Conseil général
16 juillet 1997**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 16 juillet 1997

Président: M. C. Lafer (Brésil)

Sommaire:

	<u>Page</u>
1. Saint-Siège - Demande de statut d'observateur à la Conférence ministérielle et au Conseil général	2
2. Accession de l'Azerbaïdjan	4
- Communication de l'Azerbaïdjan	4
3. Centre du commerce international CNUCED/OMC	5
- Rapport du Groupe consultatif commun	5
4. Conditions d'emploi du personnel de l'OMC	6
- Poursuite des travaux du Groupe de travail	6
5. Accréditation des représentants permanents auprès de l'OMC	7
6. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC	9
- Système harmonisé - Demande de prorogation de la dérogation	9
- Sri Lanka	9
7. Comité du budget, des finances et de l'administration	9
- Rapport du Comité	9
8. Communication de renseignements pour la Base de données intégrée sur ordinateurs personnels	10
- Projet de décision	10
9. Etat de la collaboration entre les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT au titre du paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle de Singapour	11
10. Brésil - Restrictions au financement des importations	17
11. Conférence ministérielle de 1998 et célébration du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral	17
12. Publication d'un bulletin quotidien	19

1. Saint-Siège - Demande de statut d'observateur à la Conférence ministérielle et au Conseil général (WT/L/221)

Le Président a appelé l'attention sur la communication par laquelle le Saint-Siège avait demandé le statut d'observateur à la Conférence ministérielle et au Conseil général (WT/L/221). Il a rappelé qu'après des consultations informelles sur cette question il avait dit, à la réunion tenue par le Conseil général le 24 avril, qu'aucun Membre n'avait fait savoir qu'il voyait un inconvénient à examiner cette demande. En outre, il avait indiqué que le Saint-Siège n'envisagerait pas, compte tenu de ses particularités, d'accéder à l'Accord sur l'OMC comme le prévoyait l'annexe 2 des Règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général (WT/L/161). Par conséquent, il faudrait déroger à la prescription énoncée dans cette annexe si l'on accordait le statut d'observateur au Saint-Siège, compte tenu de sa situation unique. Comme le Président l'avait également souligné, les critères définis à l'annexe 2 des Règlements intérieurs avaient été fixés par le Conseil général et n'étaient régis par aucune autre règle de l'OMC. Le Conseil général pouvait donc choisir de ne pas appliquer ces critères en l'espèce. Cette décision du Conseil général n'aurait pas d'effet juridiquement contraignant du point de vue de sa capacité de prendre à l'avenir des décisions relatives au statut d'observateur. En outre, le Président avait indiqué que la décision d'accorder ce statut au Saint-Siège pourrait être subordonnée à la condition qu'elle ne constitue pas un précédent pour les décisions futures sur les demandes de statut d'observateur.

Dans ces conditions et eu égard aux points convenus lors des consultations, le Président a proposé que le Conseil général convienne d'accorder au Saint-Siège le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle et du Conseil général. De plus, il a proposé, compte tenu de la situation unique du Saint-Siège, que le Conseil général convienne également de déroger à la prescription, énoncée à l'annexe 2 des Règlements intérieurs (WT/L/161), concernant l'intention d'engager des négociations en vue de l'accession, étant entendu que cela ne constituerait pas un précédent pour les décisions futures sur les demandes de statut d'observateur.

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation estimait qu'il convenait de ne prendre en considération, pour l'octroi du statut d'observateur, que les entités dont l'objectif principal était de favoriser les relations commerciales entre les pays conformément à l'Accord sur l'OMC. Partant, l'Inde n'était pas en mesure de se rallier aux propositions visant à accorder à des entités non commerçantes le statut d'observateur au Conseil général ou auprès des organes subsidiaires de l'OMC ou à accéder aux demandes de ces entités à cet égard. Dans ces conditions, l'Inde demandait instamment au Président de poursuivre ses consultations informelles pour établir des lignes directrices ou des critères objectifs concernant l'admission des observateurs au sein des organes de l'OMC.

Le Président a demandé à l'Inde si cela signifiait qu'elle ne pouvait pas s'associer au consensus qui, pensait-il, s'était dégagé des nombreuses consultations tenues à ce sujet.

Le représentant de l'Inde a indiqué que sa délégation n'était pas en mesure de s'associer au consensus pour le moment.

Le représentant du Paraguay a dit que sa délégation respectait la position de l'Inde, mais jugeait regrettable que le Conseil général soit finalement dans l'obligation, après les vastes consultations auxquelles le Président avait procédé pendant quelque temps, de différer une décision qui ne pouvait avoir aucune incidence sur le fonctionnement de l'OMC.

Le Président a proposé de suspendre brièvement la séance.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

A la reprise de la séance, le Président a annoncé que des consultations visant à parvenir à un consensus sur cette question étaient en cours et a proposé que le Conseil général reprenne l'examen de ce point ultérieurement, au cours de la réunion.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

A la reprise de l'examen de ce point, le représentant de l'Inde a dit que, compte tenu du consensus qui se dégageait sur la demande du Saint-Siège et suivant sa tradition consistant à s'adapter aux positions consensuelles des Membres, l'Inde était disposée à s'associer au consensus favorable à l'acceptation de la demande du Saint-Siège dans les conditions proposées par le Président, c'est-à-dire qu'il était clairement entendu que cette décision ne constituerait pas un précédent pour les décisions futures sur les demandes de statut d'observateur.

Le Président a dit qu'il était clair qu'une décision du Conseil général sur cette demande ne constituerait pas un précédent, comme il l'avait déjà indiqué et conformément aux discussions qui avaient eu lieu lors des consultations sur la question.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu d'accorder au Saint-Siège le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle et du Conseil général. Tenant compte de la situation unique du Saint-Siège, il est convenu en outre de déroger à la prescription, énoncée à l'annexe 2 des Règlements intérieurs (WT/L/161), qui concerne l'intention d'engager des négociations en vue de l'accession, à condition que cela ne constitue pas un précédent pour les décisions futures sur les demandes de statut d'observateur.

Les représentants de l'Egypte, du Bangladesh, du Pakistan, du Paraguay au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) et de l'Indonésie, le Directeur général et le Président se sont félicités que le statut d'observateur soit accordé au Saint-Siège.

Le représentant de l'Egypte s'est réjoui de la compréhension dont l'Inde avait fait preuve, ce qui avait facilité l'adoption de cette décision. Il s'est déclaré préoccupé par le retard apporté au traitement d'autres demandes de statut d'observateur qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une décision du Conseil général, en particulier celles de l'Organisation de la Conférence islamique, de la Banque islamique de développement et de l'Organisation de l'unité africaine. Ces organisations présentaient un intérêt pour les travaux de l'OMC, du Conseil général et de ses organes subsidiaires et il espérait que le Président engagerait des consultations pour répondre à leurs demandes. L'Egypte voyait un intérêt à ce que ces organisations participent aux travaux du Conseil général en qualité d'observateurs car elles avaient une contribution à fournir au niveau régional. D'autres demandes provenant d'autres régions, notamment celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques, avaient déjà été prises en considération.

Le Président a dit qu'il procéderait prochainement à des consultations sur la question soulevée par l'Egypte.

Le représentant du Bangladesh a remercié l'Inde de la position de principe qu'elle avait adoptée au cours du débat et a dit qu'il approuvait la déclaration de l'Egypte, en ce qui concernait les trois organisations qu'elle avait mentionnées. Ces tout derniers mois, la Banque islamique de développement, en particulier, avait coordonné, dans plusieurs domaines, des activités d'assistance technique intéressant l'OMC et avait beaucoup aidé de nombreux pays en développement. L'intervenant s'est associé à l'Egypte pour demander instamment au Président et aux autres intéressés de prendre rapidement des dispositions pour que ces organisations puissent devenir observateurs.

Le représentant du Pakistan a dit qu'il approuvait sans réserve les déclarations de l'Egypte et du Bangladesh et attendait avec intérêt les consultations auxquelles le Président devait procéder.

Le représentant du Paraguay a félicité l'Inde d'avoir adopté la position qui avait permis d'arriver à un consensus sur cette question.

Le représentant de l'Indonésie a dit que son pays, en tant que membre de l'Organisation de la Conférence islamique, approuvait vivement la déclaration de l'Egypte.

Le Directeur général a fait remarquer que le Saint-Siège avait toujours joué un rôle exceptionnel dans les relations internationales et apporté des contributions inestimables au système multilatéral par l'intermédiaire des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées ainsi que d'autres organisations. La quête de la paix, du développement et du bien-être dans le monde, à laquelle le Saint-Siège se livrait, était une entreprise universelle, et tous s'efforçaient d'y participer. C'était pourquoi l'intervenant était satisfait que le Saint-Siège ait le statut d'observateur au Conseil général.

Le Président a dit que, pour les gouvernements Membres de l'OMC, la paix pouvait être obtenue grâce au commerce international et à une interaction favorable entre Etats et sociétés. Les gouvernements avaient clairement conscience du fait que l'un des principaux sujets préoccupant le Saint-Siège était la paix, une paix qui accroissait les chances de rendre l'humanité constructive. Le Président était certain qu'en ce qui concernait cette question revêtant un intérêt mutuel, la collaboration du Saint-Siège serait significative.

Le représentant du Saint-Siège, intervenant en qualité d'observateur, a remercié tous les Membres d'avoir accepté d'accorder au Saint-Siège le statut d'observateur. Dans les activités qu'il avait menées au niveau international, le Saint-Siège avait toujours suivi de près le développement des relations commerciales et les travaux des organisations dans ce domaine parce qu'il était convaincu de l'importance d'un ordre économique international juste en tant que facteur de paix et de développement. En étant présent, comme observateur, à l'OMC et dans d'autres organismes compétents en la matière, le Saint-Siège souhaitait proposer sa coopération à la communauté internationale en vue de l'aider à établir un système juridique équitable dans ce domaine capital. Comme le pape l'avait récemment déclaré, un marché mondial organisé avec équilibre et réglementé de façon appropriée pourrait amener le bien-être ainsi que le développement de la culture, de la démocratie, de la solidarité et de la paix.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

2. Accession de l'Azerbaïdjan

- Communication de l'Azerbaïdjan (WT/ACC/AZE/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication dans laquelle l'Azerbaïdjan demandait à accéder à l'Accord sur l'OMC (WT/ACC/AZE/1) et a proposé que le Conseil général convienne d'établir un groupe de travail dont le mandat et la composition seraient les suivants:

Mandat:

"Examiner la demande d'accession du gouvernement azerbaïdjanais à l'Accord sur l'OMC au titre de l'article XII; présenter au Conseil général des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession."

Composition:

Peuvent être membres du Groupe de travail tous les Membres de l'OMC qui en expriment le désir.

Présidence:

Le Conseil général autoriserait son Président à désigner le Président du Groupe du travail en consultation avec les représentants des Membres et le représentant de l'Azerbaïdjan.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a invité le Secrétariat à prendre contact avec le représentant de l'Azerbaïdjan afin de le consulter sur les procédures ultérieures, s'agissant en particulier de la documentation de base que le Groupe de travail devrait examiner. Au nom du Conseil général, il a invité aussi l'Azerbaïdjan à assister, en qualité d'observateur, aux réunions du Conseil général et, le cas échéant, à celles d'autres organes de l'OMC pendant que le Groupe de travail menait ses travaux à bien.

3. Centre du commerce international CNUCED/OMC

- Rapport du Groupe consultatif commun (ITC/AG(XXX)/164)

Présentant le rapport du Groupe sur sa trentième session (ITC/AG(XXX)/164), M. Benjelloun-Touimi (Maroc), Président du Groupe consultatif commun, a dit qu'au cours de la séance d'ouverture le Secrétaire général de la CNUCED et le représentant du Directeur général de l'OMC avaient annoncé que le mandat du Directeur exécutif du CCI, M. J.-D. Bélisle, était prolongé pour une nouvelle période de trois ans, comme le Secrétaire général de l'ONU l'avait confirmé. Le Groupe avait abordé les questions ci-après au cours de cette session: i) examen des activités de coopération technique du CCI en 1996 sur la base de son rapport annuel; ii) rapport sur l'évaluation du sous-programme du CCI relatif à la mise en valeur des ressources humaines; iii) axe principal et stratégie du service essentiel de mise en valeur des ressources humaines du CCI; iv) rapport de la réunion technique du CCI 1996; v) rapport du Comité consultatif sur le Fonds global d'affectation spéciale.

Dans sa déclaration liminaire au Groupe, le Directeur exécutif avait fait le point sur l'évolution des travaux du CCI depuis la dernière session du Groupe et avait donné un aperçu général des perspectives. Il avait signalé que le CCI était entré dans les dernières phases du recentrage de ses activités. Cette organisation était davantage rationalisée, avait une vision plus précise de son orientation future que dans le passé et était maintenant mieux en mesure de répondre aux besoins des pays et régions clients en fournissant une assistance technique mieux ciblée et plus efficace. Son programme de travail fondamental était mieux orienté et mieux planifié et les instruments et modalités de travail avaient été améliorés. Le Fonds global d'affectation spéciale du CCI et son Comité consultatif permettaient de financer avec une très grande efficacité les programmes du CCI, et les contributions volontaires avaient augmenté.

Le Groupe avait complimenté le Directeur exécutif pour le processus de réforme et de recentrage des activités du Centre. Il avait également réaffirmé l'importance du mandat du CCI et s'était félicité du travail utile, pratique et très concret effectué par le Centre. Le Groupe avait examiné les activités de coopération technique menées par le CCI en 1996 et avait fait des recommandations au sujet de son programme de travail futur. Il avait passé en revue les activités du Centre en matière de mise en valeur des ressources humaines après l'évaluation indépendante du sous-programme en 1996 et une réunion technique tenue en novembre 1996 pour étudier le rapport d'évaluation. En outre, le Groupe s'était déclaré satisfait du bon fonctionnement du Comité consultatif du Fonds global d'affectation spéciale.

Quelques représentants avaient proposé que l'on envisage de créer un comité chargé de superviser le programme de travail et les priorités du CCI alors que d'autres avaient jugé que cela n'était ni nécessaire ni opportun. Après avoir fait le point avec les délégations, l'intervenant avait décidé de tenir des consultations ouvertes à toutes les parties intéressées, selon que de besoin, avant la réunion suivante du Groupe consultatif commun en 1998. A cet égard, il avait eu des discussions avec de nombreuses délégations intéressées et des consultations sur ce sujet, ouvertes à toutes les parties, allaient de toute façon avoir lieu. Enfin, il a adressé, au nom du Groupe consultatif commun, ses remerciements aux gouvernements de l'Allemagne, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse qui avaient confirmé ou qui envisageaient le versement de contributions volontaires au CCI aux fins de son programme de coopération technique.

Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation s'était associée au consensus en faveur de l'adoption du rapport du Groupe consultatif commun mais qu'elle avait fait savoir, par l'intermédiaire du Président du groupe asiatique, qu'elle était préoccupée par certaines questions. En résumé, ces préoccupations avaient trait aux points suivants: i) la diminution significative des ressources consacrées ces cinq dernières années aux pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, tendance qu'il était nécessaire de renverser; ii) une importance excessive accordée à l'amélioration du dialogue avec les donateurs, sans que le dialogue avec les pays en développement soit mentionné, ce qui faisait craindre que les bénéficiaires de la coopération en faveur du développement ne soient ignorés dans la formulation des programmes et que ceux-ci ne finissent ainsi par dépendre de l'initiative des donateurs; iii) la représentation étonnamment faible des pays en développement aux postes supérieurs du CCI. Ces préoccupations, partagées par d'autres pays en développement, avaient été notées et le Pakistan avait reçu l'assurance qu'il y serait répondu par des mesures de suivi. Sa délégation envisageait avec intérêt de poursuivre le débat sur certaines de ces questions au cours des consultations informelles auxquelles le Président du Groupe consultatif commun procéderait.

Le Président du Groupe consultatif commun a dit que les préoccupations dont le Pakistan avait fait part avaient bien été notées et qu'elles seraient examinées, ainsi que celles exprimées par d'autres, au cours des consultations ouvertes à toutes les parties intéressées, qu'il avait mentionnées dans sa déclaration.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté le rapport figurant dans le document ITC/AG(XXX)/164.

4. Conditions d'emploi du personnel de l'OMC

- Poursuite des travaux du Groupe de travail

Le Président a rappelé que le Conseil général avait adopté, en novembre 1996, une décision relative aux conditions d'emploi applicables au personnel de l'OMC conformément à laquelle il poursuivrait en 1997 son examen du projet de décision du 18 septembre 1996, en vue de parvenir à une conclusion finale pour le 30 juin 1997 (WT/L/197). A la réunion qu'il avait tenue en février 1997, le Conseil général avait établi le Groupe de travail des conditions d'emploi applicables au personnel du Secrétariat de l'OMC, défini son mandat et demandé à ce groupe de soumettre son rapport final pour la fin mai 1997 (WT/GC/M/18, point 3). Comme les délégations le savaient, la Décision sur les conditions d'emploi adoptée par le Conseil général le 1er juillet (WT/L/223) avait reculé implicitement l'échéance du 30 juin fixée dans la Décision de novembre 1996 puisque le Conseil général prévoyait d'examiner de nouveau la question en octobre 1997 au plus tard.

Comme il restait encore beaucoup à faire sur le plan technique, le Président a confirmé que le mandat initial du Groupe de travail était également prorogé afin qu'il puisse poursuivre sa tâche, selon qu'il conviendrait, compte tenu de la Décision du 1er juillet.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

Le Président a informé le Conseil général qu'il avait décidé, conformément au paragraphe 2 de la Décision du 1er juillet sur les conditions d'emploi (WT/L/223) et en consultation avec le Président du Groupe de travail, de désigner M. Christopher Daykin, actuaire du gouvernement britannique, pour qu'il élabore la seconde opinion sur les calculs de l'actuaire-conseil de l'OMC concernant le régime des pensions proposé pour l'OMC.

Le Conseil général a pris note de cette information.

5. Accréditation des représentants permanents auprès de l'OMC (WT/GC/W/61/Rev.1)

Le Président a rappelé que cette question avait été initialement examinée à une réunion informelle, tenue par le Conseil général le 23 juin, sur la base d'un texte distribué par le Secrétariat à la demande de l'intervenant. Les avis exprimés à cette occasion avaient fait apparaître que de nouveaux aménagements du texte étaient nécessaires. Parallèlement, certaines délégations avaient demandé un délai de réflexion supplémentaire bien que l'idée de disposer d'une procédure claire d'accréditation des représentants permanents auprès de l'OMC fût largement partagée. Une version révisée du texte (WT/GC/W/61/Rev.1), établie par le Secrétariat et qui tenait compte des avis exprimés le 23 juin, avait été examinée le 10 juillet, à une autre réunion informelle où il était apparu qu'il fallait encore un peu de temps pour régler certains aspects de la question et permettre aux délégations de poursuivre leur réflexion. C'était pourquoi le Président ne proposerait pas que le Conseil général approuve, à la réunion en cours, la procédure d'accréditation décrite dans ce texte.

Cependant, le Président souhaitait faire observer que l'idée de disposer d'une procédure claire d'accréditation des représentants permanents auprès de l'OMC était importante car cette organisation avait été établie par l'Accord de Marrakech en tant qu'organisation indépendante (ce qui n'était pas le cas du GATT) qui ne faisait pas partie du système des Nations Unies et avait donc, avec le pays hôte, la Suisse, un accord de siège indépendant qui conférait aux Membres certains droits et obligations. En outre, l'OMC était une organisation fondée sur des règles, qui connaissait de questions juridiques sensibles. Il était donc tout à fait normal qu'une accréditation en bonne et due forme soit accordée aux représentants des Etats et territoires douaniers distincts Membres. Cette procédure répondrait à l'intérêt des Membres et faciliterait les contacts initiaux entre les nouveaux représentants permanents et le Directeur général de l'OMC, ce qui serait utile tant aux Membres qu'au Directeur général. La procédure décrite dans le document WT/GC/W/61/Rev.1 était pratique, ne retarderait pas l'entrée en fonction des représentants permanents et n'entraînerait pas pour les Membres, le Directeur général ou le Secrétariat des formalités ou des contraintes supplémentaires en matière de protocole. Une procédure standard d'accréditation éliminerait la pratique aléatoire suivie jusqu'alors. L'objectif principal était de disposer d'une procédure d'accréditation standard qui soit simple mais claire, qui assure la transparence et la clarté, et qui respecte la nature juridique de l'Organisation en tant qu'entité indépendante dans les relations internationales. Le Président espérait en conséquence qu'il serait possible, après quelques travaux supplémentaires sur la procédure, de prendre une décision à ce sujet après la pause de l'été. Il tenait à préciser qu'il incombait à chaque Etat ou territoire douanier distinct Membre de déterminer, en fonction de sa nature juridique et constitutionnelle, les autorités compétentes qui délivreraient les lettres de créance.

Le représentant de la Suisse était surpris d'entendre dire qu'il serait nécessaire de poursuivre les travaux consacrés à cette question. Les autorités de son pays n'avaient relevé, dans la procédure proposée, aucun élément pouvant poser un problème et n'y voyaient pas d'objection. Cette procédure était non seulement pratique mais répondait aussi à une nécessité juridique. La Suisse participerait à toutes nouvelles consultations à ce sujet mais espérait qu'elles seraient brèves. L'intervenant a ajouté que, d'après sa propre expérience, la présentation des lettres de créance aux chefs des différentes

organisations internationales de Genève ne s'était jamais avérée contraignante. Les lettres de créance étaient délivrées par l'autorité nationale compétente, c'est-à-dire le département de l'économie publique ou le ministère des affaires étrangères, en fonction du domaine de compétence de l'organisation en question. La Suisse avait constaté que la présentation des lettres de créance était assez simple, outre qu'elle était nécessaire pour plusieurs raisons. La procédure informelle suivie à l'OMC était anormale et devait être corrigée. Les autorités nationales compétentes pouvaient certainement faire face à la contrainte que représentait un document supplémentaire pour l'accréditation d'un représentant auprès de toutes les organisations internationales de Genève.

Le représentant de la Tunisie a indiqué que sa délégation était favorable à l'adoption d'une procédure d'accréditation claire pour l'OMC. Elle estimait que c'était à la fois possible et simple et que cela s'avérerait utile. La Tunisie continuerait de coopérer avec le Président en vue d'aboutir à une bonne procédure dont tous bénéficieraient.

Le représentant du Paraguay a dit que cette question intéressait tous les Membres car l'OMC n'avait pas de procédure d'accréditation claire. L'OMC n'était pas liée à l'ONU sur le plan juridique et avait, en tant qu'organisation indépendante, sa propre personnalité juridique. De ce fait, les Membres étaient dans l'obligation d'adopter une telle procédure, ce qui, pour la délégation de l'intervenant, était indispensable et devait être considéré comme une priorité.

Le représentant du Japon a dit qu'il apparaissait que de nombreuses délégations, dont la sienne, avaient intérêt à régler cette question. Comme le Président avait déjà proposé que celle-ci soit réexaminée à une date ultérieure, la délégation de l'intervenant souhaitait présenter une motion d'ordre et proposer que le Conseil général achève là son examen de ce point et passe aux autres points de l'ordre du jour.

Le représentant de l'Uruguay était favorable à la proposition faite par le Japon dans sa motion d'ordre.

Le Président a demandé si d'autres délégations souhaitant encore intervenir acceptaient la proposition présentée par le Japon dans sa motion d'ordre.

Le représentant de Singapour, intervenant au nom des membres de l'ANASE, a dit que la liste des orateurs semblait être courte et qu'il proposerait que le Président la close et conclue le débat sur ce point après que ceux qui étaient inscrits sur la liste seraient intervenus.

Le Président a dit qu'il procéderait comme Singapour l'avait suggéré au nom des membres de l'ANASE.

Le représentant du Canada a dit que la question des procédures d'accréditation était importante et qu'il espérait que les consultations sur ce sujet pourraient être rapidement menées à bonne fin.

La représentante du Chili a indiqué que sa délégation souhaitait participer à toutes consultations sur cette question et qu'elle approuvait les déclarations de la Suisse, de la Tunisie et du Paraguay. Compte tenu de son statut juridique indépendant et de son accord de siège avec le gouvernement suisse, l'OMC devait avoir une procédure d'accréditation distincte.

Le représentant de Singapour, intervenant au nom des membres de l'ANASE, a dit que la procédure proposée dans le document WT/GC/W/61/Rev.1 était pratique et donnait à l'Organisation la place qui lui était due en tenant compte de la nature et du statut indépendant de l'OMC.

Le représentant de la Hongrie se félicitait des efforts que le Président faisait pour parvenir à un consensus sur cette question. Tarder encore à prendre une décision sur une procédure

d'accréditation donnerait une idée défavorable de l'aptitude des Membres à prendre des décisions au sein de cette organisation *sui generis*.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

6. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC
- Système harmonisé - Demande de prorogation de la dérogation
- Sri Lanka (G/L/164, G/C/W/73/Rev.1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication dans laquelle Sri Lanka demandait une prorogation de sa dérogation (G/L/164) et sur le projet de décision y relatif (G/C/W/73/Rev.1).

M. Johannessen (Norvège), Président du Conseil du commerce des marchandises, rendant compte de l'examen de cette demande par le Conseil, a dit qu'il n'avait pas été possible, aux réunions tenues par ce dernier le 14 avril et le 11 juin, de parvenir à un consensus favorable à l'acceptation de cette demande de dérogation. A chaque réunion, le Conseil était donc convenu de réexaminer cette question à sa réunion suivante. Il avait finalement été en mesure d'accéder à la demande de Sri Lanka à sa réunion du 14 juillet et avait alors recommandé que le projet de décision figurant dans le document G/C/W/73/Rev.1 soit communiqué au Conseil général pour adoption.

Le Conseil général a pris note du rapport du Président du Conseil du commerce des marchandises et, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées en novembre 1995 (WT/L/93), a adopté le projet de décision figurant dans le document G/C/W/73/Rev.1¹.

7. Comité du budget, des finances et de l'administration
- Rapport du Comité (WT/BFA/31)

M. Morjane (Tunisie), Président du Comité, a dit, en présentant le rapport de la réunion du 27 mai (WT/BFA/31), que le Comité avait invité les représentants du Centre du commerce international CNUCED/OMC à lui soumettre les états financiers pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes. Les représentants du CCI avaient indiqué que le solde positif de 346 000 dollars EU à la fin de l'exercice biennal 1994-1995 apparaissait au titre des recettes accessoires dans le rapport sur l'exécution du budget-programme ordinaire pour 1996. Ils avaient ensuite présenté une première ébauche du projet de budget du CCI pour 1998 qui affichait une croissance zéro par rapport au budget approuvé pour 1997. Certains Membres avaient exprimé l'espoir qu'en 1998, lorsque la première ébauche du budget pour 1999 serait présentée, on leur donnerait davantage de détails budgétaires.

Le Comité avait aussi examiné la situation budgétaire de l'OMC à la clôture de l'exercice 1996, qui faisait apparaître un excédent cumulé de 10 127 456 francs suisses. Le montant des engagements de dépenses en 1996 était de 112 058 635 francs suisses dans le cadre du budget, ce qui laissait un solde excédentaire de 3,6 millions de francs suisses. Ce solde positif correspondait au résultat net des économies de 5,7 millions de francs suisses sur les dépenses de personnel, diminué des dépassements de crédits nets de 2,1 millions de francs suisses par rapport aux crédits ouverts dans le cadre du budget ordinaire pour les dépenses administratives et autres. Comme le prévoyait le Règlement financier de l'OMC, le Directeur général ferait des propositions concernant l'utilisation du crédit du compte d'excédent au moment où les prévisions budgétaires pour 1998 seraient présentées. Le Comité avait

¹La Décision a ensuite été distribuée sous la cote WT/L/224.

recommandé l'approbation des virements d'un montant de 4 628 194 francs suisses entre les chapitres du budget qui étaient nécessaires pour couvrir les dépassements de crédits approuvés (paragraphe 17 du document WT/BFA/31).

En ce qui concernait l'examen de l'application de l'Accord de siège, le Comité avait passé en revue une liste d'observations soumises par les missions permanentes et le Secrétariat. Une réunion préliminaire entre les autorités suisses et une délégation de l'OMC comprenant des représentants des gouvernements Membres et du Secrétariat s'était tenue le 17 juin. D'autres réunions auraient lieu en septembre et un rapport sur ces discussions serait présenté au Comité, à sa réunion prévue pour la fin septembre.

Enfin, l'intervenant a appelé l'attention sur les paragraphes 12, 13 et 20 du rapport du Comité où figuraient les recommandations de celui-ci concernant des contributions supplémentaires au budget de 1997 et au Fonds de roulement que le Congo et la République démocratique du Congo devraient verser, suite à leur accession à l'OMC, ainsi que les conséquences financières de l'annulation de réunions d'organes de l'OMC au dernier moment. En conclusion, il a dit que des suggestions et des idées concernant la situation de pays les moins avancés qui se trouvaient dans la catégorie des Membres inactifs seraient communiquées au Comité après consultation des présidents des organes de l'OMC concernés, notamment du Comité du commerce et du développement et du Sous-Comité des pays les moins avancés. Il espérait qu'un consensus sur cette question serait possible et que le Comité serait en mesure de soumettre une proposition au Conseil général avant la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés prévue pour octobre.

Le représentant du Maroc a dit que son pays avait été membre de l'équipe GATT/OMC qui avait négocié l'Accord de siège avec les autorités suisses et était surpris de ne pas avoir été informé des dispositions prises pour l'examen de l'application dudit accord. Il espérait que sa délégation serait consultée à l'avenir car elle avait fait partie de l'équipe initiale chargée des négociations.

Le Président du Comité a expliqué que, pour que la délégation de l'OMC chargée d'examiner l'Accord de siège avec les autorités suisses soit de taille raisonnable, différents groupes informels de pays de l'OMC avaient été priés de désigner un représentant et qu'une délégation de l'OMC comprenant une dizaine de membres avait été constituée. Pour faciliter ses travaux, il avait consulté des représentants de ces groupes sur ces questions et tenait à assurer le Maroc que le Groupe africain avait été bien représenté aux discussions avec les autorités suisses.

Le représentant du Bangladesh a dit qu'il souhaitait insister sur les problèmes mentionnés par le Président du Comité du budget en ce qui concernait l'incapacité de certains des pays les moins avancés de s'acquitter de leurs obligations financières. Son pays était heureux de l'avoir entendu donner l'assurance qu'une solution acceptable serait bientôt trouvée.

Le Conseil général a pris note des déclarations, a approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget énoncées aux paragraphes 12, 13, 17 et 20 du rapport figurant dans le document WT/BFA/31 et a adopté ce rapport.

8. Communication de renseignements pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels
- Projet de décision (G/C/W/82)

Le Président a appelé l'attention sur le projet de décision relative à la communication de renseignements pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels (G/C/W/82).

M. Johannessen (Norvège), Président du Conseil du commerce des marchandises, a rappelé, en présentant ce point, que le Conseil du GATT de 1947 avait établi la Base de données intégrée (BDI)

le 10 novembre 1987 (IBDD, S34/73). Depuis quelque temps, des discussions formelles et informelles avaient lieu au sein du Comité de l'accès aux marchés au sujet du transfert de la BDI, qui était actuellement sur l'ordinateur central, vers un environnement d'ordinateurs personnels. Ce transfert était considéré comme nécessaire à l'amélioration du fonctionnement de la BDI. De plus, en dehors de l'adaptation de la BDI à la technologie moderne, cette réforme avait un aspect important: elle donnerait une certaine souplesse à la communication des données, ce qui réduirait les coûts à la charge des Membres. Les modalités et le fonctionnement de la Base de données intégrée sur ordinateurs personnels avaient été exposés dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1 et la Décision de 1987 permettait de modifier ces modalités et ce fonctionnement, mais on estimait important d'établir une assise solide pour la communication des renseignements nécessaire au fonctionnement de cette base de données. A cet égard, le projet de décision figurant dans le document G/C/W/82 comprenait les points importants ci-après: i) les Membres communiqueraient au Secrétariat, sur une base annuelle, les renseignements mentionnés dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1; ii) le Secrétariat fournirait aux Membres qui en feraient la demande une assistance technique concernant la communication des données requises pour la BDI sur ordinateurs personnels; iii) la communication des données requises pour la BDI sur ordinateurs personnels serait sans préjudice des droits et obligations des Membres au titre des Accords de l'OMC. A sa réunion du 14 juillet, le Conseil du commerce des marchandises avait approuvé le projet de décision figurant dans le document G/C/W/82 et l'avait communiqué au Conseil général pour adoption.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le projet de décision figurant dans le document G/C/W/82.²

9. Etat de la collaboration entre les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT au titre du paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle de Singapour (WT/MIN(96)/DEC)

Le représentant de la Norvège, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé qu'au paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle de Singapour (WT/MIN(96)/DEC) les Ministres confirmaient leur engagement d'observer les normes fondamentales du travail internationalement reconnues. Dans cette déclaration, les Ministres étaient également convenus que l'Organisation internationale du Travail (OIT) était l'organe compétent pour établir ces normes et s'en occuper, et avaient affirmé soutenir les activités qu'elle menait. Outre qu'elle précisait la répartition des tâches entre les deux organisations, la Déclaration établissait un lien important entre, d'une part, la croissance économique et le développement favorisés par une augmentation des échanges commerciaux et, d'autre part, la promotion de ces normes. Elle rejetait ensuite l'usage des normes du travail à des fins protectionnistes. Après avoir donné ces précisions importantes, les Ministres avaient conclu en soulignant que les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT continueraient de collaborer comme ils le faisaient actuellement. Dans ces conditions, la délégation de l'intervenant souhaitait que le Directeur général lui dise où en était cette collaboration et si le Secrétariat de l'OMC avait reçu des informations sur les travaux de l'OIT consacrés aux normes fondamentales du travail, qui pourraient être portées à la connaissance des Membres.

Le Directeur général, abordant la question de la poursuite de la collaboration entre le Secrétariat de l'OMC et l'OIT, a dit que, comme par le passé, cette relation supposait, premièrement, la participation du Secrétariat de l'OMC aux réunions d'organes de l'OIT, deuxièmement, l'échange de documents et, troisièmement, une coopération informelle entre les Secrétariats de l'OIT et de l'OMC. En ce qui concernait le premier point, l'OMC était régulièrement invitée à assister aux réunions du Conseil d'administration de l'OIT et de ses comités, sous-comités et groupes de travail en qualité d'observateur. Des représentants du Secrétariat de l'OMC participaient régulièrement aux réunions du Groupe de travail sur la dimension sociale de la libéralisation du commerce international, par exemple, dont la plus récente

²La Décision a ensuite été distribuée sous la cote WT/L/225.

avait eu lieu en mars dernier. Le Secrétariat de l'OMC avait été également représenté durant toute la session de la dernière Conférence internationale du Travail qui s'était tenue en juin. Pour ce qui était de l'échange de documents, le Secrétariat de l'OMC avait communiqué au groupe de travail susmentionné, à la demande de l'OIT, les déclarations faites par les Membres de l'OMC à la Conférence ministérielle de Singapour. Enfin, la coopération informelle entre les deux Secrétariats continuait comme par le passé. L'intervenant entretenait des relations amicales et collaborait avec le Directeur général de l'OIT comme avec les chefs des autres organisations internationales, et le Directeur de la division compétente de l'OMC ainsi que son personnel avaient des contacts réguliers avec le personnel de l'OIT.

En réponse à la seconde partie de la question, l'intervenant a noté que - comme les Membres le savaient sans doute - une bonne partie des travaux de l'OIT avaient trait, d'une manière ou d'une autre, à différents aspects des normes du travail en général et des normes fondamentales du travail en particulier. Une grande partie des documents en question relevait du domaine public et était immédiatement accessible sur copie papier ou sur Internet. Les informations spécifiques les plus récentes dont l'OMC disposait provenaient du rapport du Directeur général de l'OIT à la Conférence annuelle de son organisation qui portait, entre autres questions, sur les normes fondamentales du travail. Le Directeur général de l'OIT avait eu l'amabilité d'adresser personnellement à l'intervenant un exemplaire de ce rapport, qui devait aussi pouvoir être consulté librement sur Internet. En conclusion, l'intervenant a assuré les Membres qu'en poursuivant la collaboration établie avec l'OIT, comme les Ministres le voulaient, il tenait toujours compte et s'inspirait, ainsi que ses collègues, de ce dont les Ministres étaient convenus à Singapour au sujet de cette question.

Le représentant des Etats-Unis a dit que la demande de la Norvège n'était pas inopportune à ce stade, soit sept mois environ après la Conférence ministérielle de Singapour. La délégation de l'intervenant estimait que la préparation des documents relatifs aux examens des politiques commerciales nationales était un domaine qui se prêterait particulièrement bien à la collaboration entre les deux Secrétariats: celui de l'OMC pourrait demander à l'OIT de fournir des informations sur le degré de respect des normes fondamentales du travail relevé chez les Membres de l'OMC dans les zones franches pour l'industrie d'exportation, par exemple.

Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation avait été opposée à ce que les normes fondamentales du travail soient mentionnées dans la Déclaration ministérielle de Singapour mais qu'il en avait été fait mention étant entendu que les deux organisations étaient indépendantes l'une de l'autre et que ces normes relevaient de la compétence de l'OIT. En ce qui concernait la collaboration existant entre les deux secrétariats, il avait été expliqué au cours de la négociation de ce texte que le Secrétariat de l'OMC assistait, en qualité d'observateur, aux réunions du Groupe de travail de l'OIT sur la dimension sociale de la libéralisation du commerce international et que l'OIT avait une contribution importante à faire lorsque l'OMC examinait les questions du mouvement des personnes physiques et des services professionnels. L'intervenant rappelait que sa délégation, craignant que des intentions cachées ne puissent influencer les travaux de l'OMC à l'avenir, avait insisté pour que le Président de la Conférence ministérielle fournisse des éclaircissements sur le texte relatif aux normes fondamentales du travail dans ses remarques finales adressées à la Conférence. Dans ces remarques (WT/MIN(96)/9, paragraphe 8), le Président avait précisé que les normes fondamentales du travail n'avaient rien à voir avec les travaux de l'OMC. Il avait souligné notamment ce qui suit: le texte sur les normes fondamentales du travail "(...) rejette l'usage des normes du travail à des fins protectionnistes. C'est là une sauvegarde très importante pour le système commercial multilatéral, et en particulier pour les pays en développement. Troisièmement, il reconnaît que l'avantage comparatif des pays, en particulier des pays en développement à bas salaires, ne doit en aucune façon être remis en question. Quatrièmement, il n'incorpore pas le rapport entre le commerce et les normes fondamentales du travail dans le programme de l'OMC. Cinquièmement, il ne contient pas de disposition autorisant de nouveaux travaux sur cette question. Sixièmement, il relève que les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT continueront de collaborer comme ils le font actuellement (...). Cette collaboration se fera dans le plein respect

des mandats de chacune de ces deux organisations. Des délégations ont dit qu'elles craignaient que ce texte ne donne à l'OMC compétence pour engager de nouveaux travaux sur le rapport entre le commerce et les normes fondamentales du travail. Je veux assurer à ces délégations que cela ne se produira pas." En ce qui concernait la suggestion que les Etats-Unis venaient de faire, l'intervenant a souligné que le Président de la Conférence ministérielle avait précisé que le texte de la Déclaration n'autorisait nullement de nouveaux travaux sur cette question.

Le représentant du Pakistan pensait qu'il n'était pas opportun de soulever la question des normes fondamentales du travail à l'OMC car la Déclaration ministérielle indiquait clairement qu'elle continuait de relever de la responsabilité de l'OIT. La Norvège avait mentionné un lien et l'intervenant tenait à souligner que ce lien n'était reconnu ni à l'OMC ni à l'OIT et que sa délégation ne pouvait donc pas se taire lorsqu'il était invoqué à l'appui de la demande d'informations adressée au Directeur général. En outre, le libellé du paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle et la déclaration du Président de la Conférence ministérielle précisaient ce qui suit: i) la collaboration dont il était fait mention au paragraphe 4 était la collaboration courante qui respecterait les mandats différents de l'OIT et de l'OMC; ii) cette question ne figurait pas au programme de l'OMC; iii) l'OMC ne devait pas entreprendre de travaux nouveaux. La délégation de l'intervenant notait que le Directeur général avait pris grand soin de circonscrire l'échange eu égard aux paramètres établis dans la Déclaration ministérielle et la déclaration interprétative du Président de la Conférence ministérielle. Elle souhaitait avoir l'assurance claire et catégorique qu'aucune ressource budgétaire de l'OMC ne serait consacrée à la question des normes fondamentales du travail, car celle-ci n'était pas au programme de l'OMC. En outre, elle était fermement opposée à la suggestion des Etats-Unis en faveur d'une contribution de l'OIT au processus d'examen des politiques commerciales, pour ce qui était des normes du travail. Le Pakistan était préoccupé par le fait que cette question ait été soulevée au sein du Conseil général. Lorsque les termes du paragraphe 4 avaient été mis au point à Singapour, le Pakistan avait reçu des assurances tant en public qu'en privé, et il espérait que ceux avec lesquels il était convenu, après avoir négocié de bonne foi, d'inclure ce paragraphe dans la Déclaration n'entameraient pas la confiance qui avait été à la base du consensus.

Le représentant du Brésil a dit que le paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle et le paragraphe 8 des remarques finales du Président de la Conférence ministérielle réglaient clairement la question des normes fondamentales du travail. Le Brésil partageait les préoccupations exprimées par l'Egypte et le Pakistan. Au moment où les Membres allaient aborder les préparatifs de la Conférence ministérielle de 1998, l'intervenant espérait qu'ils tireraient tous la leçon de la négociation de ce texte et essaieraient d'éviter de récidiver à propos d'une question qui ne relevait pas de la compétence de l'OMC.

De l'avis du représentant du Maroc, le texte de la Déclaration ministérielle et celui de la déclaration du Président de la Conférence ministérielle étaient très clairs et le débat en cours était une répétition inopportune des négociations qui avaient abouti à la Déclaration de Singapour. Le Directeur général avait fait une déclaration très claire et les termes qu'il avait employés ainsi que les domaines qu'il avait évoqués indiquaient clairement que cette question ne relevait pas des travaux du Conseil général. L'intervenant espérait que les délégations qui souhaitaient poser le type de questions que la Norvège avait soulevées s'adresseraient directement au Secrétariat à l'avenir comme elles le faisaient à de nombreux autres sujets, ce qui permettrait au Conseil général de poursuivre ses travaux. Les Membres allaient devoir mener de nombreuses négociations très importantes et ce n'était certainement pas ainsi qu'il fallait commencer à préparer la Conférence ministérielle de 1998 ou la série de négociations prévues pour 1999 dans le programme incorporé.

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation approuvait sans réserve les interventions de l'Egypte et du Pakistan. Le paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle ainsi que les remarques finales du Président de la Conférence ministérielle avaient permis de régler cette question et les normes

fondamentales du travail n'avaient pas leur place à l'OMC. La délégation de l'intervenant se félicitait de la déclaration du Directeur général qui avait défini la portée de la dernière phrase de ce paragraphe. Comme le Maroc, elle suggérait aux Membres intéressés d'adresser leurs questions au Secrétariat ou d'accéder au site Internet de l'OIT pour s'informer de ce qui se passait à propos de ces normes. En ce qui concernait la suggestion des Etats-Unis, elle souhaitait réaffirmer que les normes fondamentales du travail n'étaient pas du ressort de l'Organe d'examen des politiques commerciales ni de l'OMC.

Le représentant de Hong Kong, Chine a rappelé que les Ministres avaient dit, dans leur Déclaration de Singapour, qu'ils estimaient que la croissance économique et le développement favorisés par une augmentation des échanges commerciaux "et une libéralisation plus poussée du commerce" contribuaient à la promotion des normes du travail, ce que la Norvège avait omis de mentionner dans son intervention. C'était sûrement dans le domaine de la libéralisation du commerce que l'OMC devrait contribuer à l'amélioration des niveaux de vie et des normes du travail, particulièrement dans les pays les moins avancés. A cet égard, les Membres avaient une occasion idéale de libéraliser le commerce et d'améliorer l'accès aux marchés offert à ces pays à la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés³ qui allait se tenir prochainement et qui avait été prévue par les Ministres à Singapour. L'intervenant a demandé instamment aux Membres d'améliorer de manière significative l'accès aux marchés offert à ces pays dans des secteurs présentant pour eux un intérêt ou pouvant les intéresser afin de faire pendant aux succès obtenus récemment par l'OMC dans des secteurs intéressant principalement les pays développés. Il estimait que ce devrait être l'axe principal des efforts déployés à l'OMC et que les Membres pourraient apporter une contribution s'ils se concentraient sur des améliorations concrètes dans le domaine de compétence de l'OMC, à savoir la libéralisation du commerce.

Le représentant du Pérou a dit que sa délégation s'associait à celles de l'Egypte et du Pakistan, entre autres, en se déclarant préoccupée par le fait que la question des normes fondamentales du travail soit examinée par un organisme n'ayant pas compétence en la matière. Sa délégation appréciait la déclaration du Directeur général qui avait été limitée strictement à ce qui avait été convenu dans la Déclaration ministérielle. Le Pérou était également d'avis que la question des normes du travail ne relevait pas du mandat concernant les examens des politiques commerciales et l'avait fait remarquer lorsque des questions avaient été posées à ce propos à l'occasion de certains examens.

Le représentant de l'Australie a dit qu'étant donné que les Ministres avaient noté à Singapour que les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT continueraient de collaborer comme ils le faisaient actuellement, il était incontestable que la Norvège avait parfaitement le droit de soulever, au sein de cette instance, une question sur l'évolution de la collaboration actuelle. Certes, la délégation de l'intervenant avait écouté avec intérêt la réponse du Directeur général, qui était bien utile. Cependant, l'Australie serait préoccupée par toute proposition visant à étendre la portée de la collaboration actuelle, y compris celles qui avaient été formulées à la réunion en cours.

Le représentant de Singapour, intervenant au nom des membres de l'ANASE, a dit que leurs délégations partageaient les points de vue sur les normes fondamentales du travail exprimés par les orateurs précédents. La Déclaration ministérielle de Singapour avait clairement dissocié de l'OMC les questions relatives au travail. A leur avis, la tentative faite par la Norvège et les Etats-Unis pour relier cette question à l'OMC était injustifiée.

Le représentant du Canada a dit que sa délégation était gênée par les débats de fond menés lors des réunions au titre des "Autres questions", surtout lorsque les questions abordées étaient aussi délicates que celle-ci. Plusieurs observations très spécifiques avaient été faites au cours du débat et

³Cette réunion aura lieu à Genève les 27 et 28 octobre 1997.

la délégation de l'intervenant en ferait part aux autorités de son pays. Le Canada souhaiterait donc peut-être revenir sur cette question à une occasion ultérieure.

Le représentant du Japon a dit que la position de sa délégation était semblable à celles de l'Australie et du Maroc. Lors des préparatifs de la Conférence ministérielle de Singapour et à Singapour même, le Japon s'était fermement opposé à ce que cette question soit abordée à une réunion de l'OMC. Parallèlement, il s'était employé à concilier les positions fortement antagoniques de deux groupes de pays et estimait que le texte définitif de la Déclaration ministérielle était un bon résultat. Cela dit, sa délégation considérait que cette question ne devait pas être abordée une nouvelle fois et que, si elle devait l'être au titre des "Autres questions", le débat devrait être de nature technique. A cet égard, la question posée par la Norvège au Directeur général entraînait dans les limites du mandat donné par la Déclaration ministérielle. Au demeurant, la réponse du Directeur général avait été très raisonnable et sa délégation s'en félicitait.

Le représentant de Cuba a dit que sa délégation souscrivait aux déclarations de l'Egypte et du Pakistan, entre autres. Les conférences internationales donnaient parfois lieu à des discussions de vaste portée et des accords définissant clairement des concepts et des questions étaient finalement adoptés. Ensuite, des points de vue donnant l'impression que l'on essayait de s'écarter des positions convenues étaient exprimés. Cette pratique ne devait pas être suivie à l'OMC. La confiance mutuelle était le fondement des décisions consensuelles, notamment de celle énoncée dans la Déclaration ministérielle de Singapour à ce sujet, et devait être respectée. Le domaine et la portée de l'action de l'OMC et de l'OIT étaient bien définis, ce que les Membres devaient également respecter.

Le représentant de la Colombie a dit que certains Membres tentaient de donner de la Déclaration ministérielle de Singapour et de la déclaration du Président de la Conférence ministérielle sur les normes du travail une interprétation qui ne correspondait pas à la réalité. Ces délégations semblaient considérer que la question de l'examen des normes du travail à l'OMC restait en suspens alors qu'en fait, la lettre, l'esprit et le but de ces deux déclarations concouraient à charger une autre organisation de s'occuper de ces normes. Il fallait préciser que la question des normes du travail n'était pas en suspens et qu'elle n'avait pas non plus été laissée en suspens à l'issue de la Conférence de Singapour, dans la perspective d'un examen à l'OMC. De plus, l'idée que l'Organe d'examen des politiques commerciales devrait pouvoir analyser ces questions n'était pas judicieuse. Le mécanisme d'examen de ces politiques devait permettre d'évaluer la compatibilité et la conformité des politiques commerciales d'un pays avec l'Accord sur l'OMC. Les disciplines découlant des accords commerciaux conclus sous les auspices de l'OMC ne portaient pas sur les normes du travail et celles-ci ne devaient pas être examinées au sein de cette organisation.

Le représentant des Communautés européennes partageait le point de vue de l'Australie selon lequel la demande d'informations de la Norvège était parfaitement légitime compte tenu du paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle. La réponse du Directeur général avait été, quant à elle, utile et instructive. Cependant, la Communauté était, comme le Canada, très gênée par le long débat de fond qui s'était déroulé. A la suite de ce débat, des délégations pourraient être tentées de suggérer que cette question soit réexaminée sur le fond à une réunion ultérieure, lorsque toutes auraient reçu des instructions, ce qui, en fait, n'était peut-être pas l'objectif de beaucoup d'intervenants. La Communauté estimait que les délégations devaient éviter les débats de fond lorsqu'elles n'avaient pas reçu d'avertissement ou d'instructions préalables. C'était pourquoi sa délégation ne prendrait pas position sur certaines des idées qui avaient été émises.

Le représentant de la Suisse a dit qu'il apparaissait que, contrairement à ce qui se passait habituellement pour les points évoqués au titre des "Autres questions", des délégations avaient été d'emblée prêtes à engager un débat de fond sur cette question. Pour sa part, sa délégation n'était pas en mesure de le faire et n'y était pas non plus disposée car elle estimait que ce type de débat ne devait

pas avoir lieu au titre des "Autres questions". Pour procéder à un débat de fond, toutes les délégations devaient être sur un pied d'égalité et s'être préparées à discuter, ce qui n'était pas possible dans le cas des "Autres questions" soulevées. En outre, deux points préoccupaient la délégation de l'intervenant dans ce débat. En premier lieu, certains semblaient souhaiter que les délégations fassent preuve d'une certaine retenue à propos des questions qu'elles étaient en droit de soulever au Conseil général. Cependant, chaque délégation était souveraine et avait le droit de soulever toute question qu'elle estimait nécessaire d'aborder. Ce droit souverain ne devait faire l'objet d'aucune restriction et il revenait à chaque délégation de juger des effets que ces questions pourraient avoir sur les travaux du Conseil général ou les négociations à venir. En second lieu, l'intervenant interprétait l'intervention de la Norvège comme une simple demande d'informations. Le Directeur général avait communiqué les informations demandées, ce qui devait clore le débat sur cette question. L'intervenant ne voyait aucune raison de se lancer dans un débat sur le fond.

Le Président a dit qu'il convenait avec la Suisse que le droit de demander des informations était le droit souverain de toute délégation et qu'il incombait à chacune d'elles de juger des conséquences de ces demandes. Le fonctionnement de l'OMC reposait sur la transparence et le principe de transparence était fondé sur la possibilité de demander des informations pertinentes.

Le représentant de la Norvège a dit que sa délégation avait simplement posé une question au Directeur général et n'avait fait aucune proposition. De l'avis de la Norvège, le Directeur général avait donné une réponse pleinement satisfaisante. La délégation norvégienne n'avait pas eu d'autre but en posant cette question au titre des "Autres questions".

Le représentant du Pakistan a dit qu'il appréciait les remarques de nombreuses délégations concernant l'usage abusif du point de l'ordre du jour intitulé "Autres questions" et regrettait qu'il y ait eu un débat de fond sur la question abordée. Cependant, quiconque avait une idée de cette question comprenait qu'elle devait inévitablement donner lieu à un débat de fond. Affirmer ensuite que l'on n'aurait pas dû engager ce type de débat, alors que cette question était par sa nature même fondamentale et très politique, témoignait d'un manque de sincérité. Pour la Norvège, il s'agissait d'une simple question. Bien entendu, toute délégation avait le droit de poser des questions et personne ne contesterait ce droit. Cependant, celle qui avait été posée par la Norvège devait nécessairement provoquer le débat qui avait suivi et personne ne devait s'en étonner.

Le représentant du Maroc a dit que les délégations avaient le droit souverain de poser des questions mais que les autres délégations avaient également le droit souverain de faire des observations sur ces questions. Selon lui, il convenait de réfléchir, surtout au moment où les délégations étaient sur le point d'entreprendre les préparatifs de la prochaine Conférence ministérielle et de la célébration du cinquantième anniversaire, à la démarche qui consistait à soulever, en les présentant parfois de façon naïve et innocente, des questions de ce genre, qui prêtaient à la controverse, tout en étant pleinement informé du contexte et des mois de discussion qui avaient abouti à cette situation. Pour sa part, il se demandait pourquoi la Norvège avait attendu jusqu'à maintenant pour poser cette question, pourquoi des consultations à son sujet n'avaient pas eu lieu plus tôt et pourquoi elle était soulevée à la réunion en cours, au titre des "Autres questions".

Le Président a dit qu'il était clair que les délégations pouvaient soulever des questions pour qu'elles soient examinées et que les autres délégations pouvaient y répondre en toute souveraineté. Il était également clair que l'OMC avait compétence dans certains domaines et l'OIT dans d'autres et que cela avait fait l'objet de l'accord conclu à Singapour.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

10. Brésil - Restrictions au financement des importations

Le représentant des Communautés européennes, intervenant au titre des "Autres questions", a dit qu'à la réunion tenue le 11 juin par le Conseil du commerce des marchandises, plusieurs délégations, dont la sienne, s'étaient déclarées préoccupées par des mesures applicables au financement des importations, récemment imposées par le Brésil, qui avaient pour effet de réduire les possibilités de crédit à court terme. Lorsque le délai de paiement du crédit fournisseur n'excédait pas 180 jours, les importateurs devaient payer la totalité du prix d'achat des marchandises importées lors du dédouanement; s'il dépassait cette durée, les importateurs devaient constituer un dépôt en devises 180 jours avant le dédouanement. Il était certain que ces mesures avaient des incidences sur le commerce et les transactions commerciales courantes, comme le prouvaient les plaintes de plus en plus fréquentes des négociants. A la réunion du Conseil du commerce des marchandises, la Communauté avait demandé que ces mesures soient notifiées à l'OMC afin que cette question puisse être examinée plus avant dans des conditions de transparence totale. Elle souhaitait renouveler cette demande. Le Brésil avait indiqué à cette réunion qu'il aurait notifié ces mesures si elles avaient été de nature commerciale. Cependant, la notion de mesure de nature commerciale pouvait être définie de diverses manières.

Le représentant du Brésil a dit que les mesures en question ne constituaient pas des restrictions au financement des importations. Elles portaient sur les contrats de change et leurs modalités et conditions, et n'empêchaient en aucune façon les importateurs de rechercher un financement et d'en négocier les modalités et conditions avec les institutions financières. Les importateurs demeureraient libres de chercher à obtenir tout type de financement et de le négocier. Le changement entraîné par ces nouvelles mesures concernait le moment où le contrat de change devait être exécuté. Pour les crédits dont le délai de paiement était inférieur ou égal à 180 jours, ce contrat devait être exécuté avant l'expédition des marchandises à importer. Dans le cas des crédits dont le délai de paiement était supérieur à 180 jours, il devait l'être six mois avant l'échéance fixée pour le paiement. Le caractère financier de ces mesures venait du fait qu'elles visaient deux types différents de mouvements de capitaux à court terme: i) les avances, ou mouvements de capitaux qui avaient lieu lorsque les exportateurs anticipaient les recettes d'exportation; ii) les retards, ou mouvements de capitaux qui se produisaient entre le moment où l'importateur importait réellement les marchandises et celui où il passait effectivement le contrat de change nécessaire pour rembourser des emprunts effectués à cette occasion ou s'acquitter d'obligations financières connexes. La méthode de comptabilisation internationale de ces mouvements de capitaux était conforme aux directives du FMI. Ces mouvements étaient considérés au niveau international comme des mouvements de capitaux à court terme liés au commerce. Le Brésil avait procédé à des consultations informelles sur ces mesures avec les parties intéressées, dont la Communauté. Ses autorités n'estimaient pas que ces mesures avaient des effets restrictifs sur le commerce, mais l'intervenant leur ferait part des préoccupations de la Communauté.

Le représentant de la Suisse a dit qu'il espérait que toute information fournie par le Brésil à la Communauté serait également communiquée aux autres délégations, y compris la sienne.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

11. Conférence ministérielle de 1998 et célébration du cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral

Le Directeur général, intervenant au titre des "Autres questions", a dit qu'il souhaitait mettre en relief quelques points soulevés lors de nombreuses réunions multilatérales et bilatérales qu'il avait tenues ces trois derniers mois, principalement hors de Genève - avec des représentants de plus de 40 gouvernements - mais aussi à Genève, et qui avaient eu pour objet l'organisation de la réunion consacrée à la célébration du cinquantième anniversaire et de la Conférence ministérielle de 1998. D'une manière générale, les délégations et les Ministres souhaitaient que ces deux manifestations soient

brèves et simples, ce qui ne signifiait pas exactement la même chose pour tous, mais certaines délégations avaient envisagé que la durée des deux réunions soit inférieure aux trois jours prévus pour le moment. On considérait généralement qu'une Conférence ministérielle "simple" signifiait, par exemple, qu'il n'y aurait pas de déclaration formelle à la clôture, mais plutôt des conclusions présentées sous la forme d'un résumé ou d'une déclaration du Président. La seconde question concernant les deux manifestations était l'ordre dans lequel elles auraient lieu. Autrement dit, la célébration du cinquantième anniversaire précéderait-elle la Conférence ministérielle ou lui ferait-elle suite? De l'avis de certaines délégations, la seconde option permettrait de terminer en apothéose alors que le contraire pourrait se produire dans le premier cas.

S'agissant du cinquantième anniversaire, l'intervenant a dit que la première question était de savoir quelle serait la nature de la manifestation. En d'autres termes, comment les Membres entendaient-ils célébrer cet anniversaire? Il était très difficile d'en juger avant que l'on sache clairement quel serait, à cette occasion, le niveau des délégations nationales. Celui-ci dépendait bien entendu des gouvernements des différents pays, auxquels on ne pouvait pas indiquer à quel niveau ils devaient être représentés. On estimait, en outre, qu'il serait très difficile - même s'il y avait un débat sur les différentes possibilités - de limiter le nombre des participants. Cette question restait en suspens. Certes, la nature de la célébration - c'est-à-dire la question de savoir si elle consisterait en une table ronde, ou des discours, etc. - dépendrait du nombre et du niveau des participants. L'ordre du jour restait également à déterminer. Cependant, l'idée que ce devrait être une réunion de l'OMC, en ce sens que les Membres de l'Organisation et les observateurs y participeraient ainsi que d'autres organisations internationales et des ONG comme dans le cas de la Conférence ministérielle de Singapour, avait semblé bénéficier d'une large adhésion. Une autre question se posait à propos du cinquantième anniversaire: y aurait-il un bref rapport factuel du Secrétariat qui rappellerait les principaux événements des 50 dernières années et comprendrait peut-être quelques paragraphes sur l'avenir de l'Organisation, ou confierait-on cette tâche, comme certains Ministres et certaines délégations l'avaient suggéré, à une équipe extérieure telle qu'un groupe de "personnalités éminentes"? Cette question restait, elle aussi, en suspens. Certains étaient absolument opposés à ce qu'un tel groupe établisse un rapport qui pourrait être considéré comme un rapport de l'Organisation. Cependant, tous convenaient qu'il y aurait d'autres manifestations extérieures ayant trait à la célébration de cet anniversaire mais que, d'une manière générale, elles ne seraient pas liées directement aux activités officielles de l'Organisation.

En ce qui concernait la Conférence ministérielle, l'intervenant a dit que, selon certains, elle pourrait durer un jour et demi, une demi-journée étant consacrée à un sujet tel que la mise en oeuvre, une autre demi-journée à un autre sujet comme les travaux futurs, et la troisième à la séance de clôture. Celle-ci pourrait être une séance formelle car il faudrait prendre des décisions formelles concernant la date et le lieu de la prochaine Conférence ministérielle ainsi que la désignation des membres du bureau et, évidemment, se mettre d'accord sur les conclusions que la Conférence ministérielle adopterait. Que les conclusions se présentent comme un résumé ou sous une autre forme, elles devraient être approuvées par les délégations car elles seraient communiquées aux médias et devraient donc représenter une opinion commune. S'agissant de la possibilité concrète de limiter la Conférence ministérielle à un jour et demi, l'idée suivante a été émise: les Ministres présenteraient par écrit des communications, par exemple des déclarations qui seraient distribuées et rendues publiques s'ils le souhaitaient, afin que le Président puisse simplement, avec l'accord de la Conférence, poser quelques questions dans le but d'éviter des déclarations générales et de tenter de clarifier certains points relatifs à la mise en oeuvre ou aux travaux futurs. Pour le moment, l'organisation de ces deux manifestations en était à peu près à ce stade. L'intervenant a souligné qu'il assumait la responsabilité de sa déclaration. Cependant, il estimait avoir repris les principaux points soulevés, en particulier par les Ministres, à plusieurs réunions qu'il avait tenues ces derniers mois.

Le Président a remercié le Directeur général d'avoir exprimé son avis sur ce que de très nombreux Membres lui avaient dit au sujet des deux manifestations. Il demandait instamment aux

délégations de réfléchir à tous les points soulevés et a indiqué que le Conseil général reviendrait sur cette question lors des consultations qui auraient lieu après la pause de l'été.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

12. Publication d'un bulletin quotidien

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a dit que le Secrétariat avait examiné, comme certaines délégations l'avaient suggéré, la possibilité de publier un bulletin quotidien destiné à aider les délégations à suivre les réunions de l'OMC. A une réunion informelle tenue par le Conseil général le 10 juillet, le Secrétariat avait donné son avis à ce sujet. Plusieurs délégations s'étaient ralliées à cette idée et avaient fait des suggestions sur les modalités de publication du bulletin. Compte tenu du débat qui avait eu lieu, l'intervenant souhaitait communiquer aux Membres les informations suivantes: i) le bulletin serait publié uniquement en anglais et déposé chaque jour ouvrable, avant l'heure de fermeture des bureaux, dans les casiers attribués aux délégations auprès de l'OMC. Il indiquerait les réunions prévues pour le lendemain et comprendrait une brève description factuelle des résultats des réunions formelles de la veille; ii) il ne serait pas communiqué au public ni à la presse; iii) il serait distribué à titre d'essai pendant trois mois à compter de septembre 1997 et ferait ensuite l'objet d'un examen compte tenu de l'expérience et des incidences financières éventuelles.

La représentante de la Côte d'Ivoire a dit que sa délégation avait compté parmi celles qui avaient été favorables à l'idée d'un bulletin quotidien lorsqu'elle avait été émise pour la première fois il y avait quelques mois. A l'issue des consultations, il apparaissait que la décision de publier ce bulletin avait été prise. Cependant, si l'intention était d'aider toutes les délégations, il était indispensable qu'il soit disponible dans les trois langues de travail. L'intervenante demandait donc instamment que l'on fasse en sorte que ce bulletin soit traduit dans les deux autres langues de travail.

Le Président a dit que la question de la distribution du bulletin dans les trois langues avait été abordée au cours des consultations informelles. Cependant, lorsqu'il avait été prié d'envisager la publication de ce bulletin, le Secrétariat avait été également chargé d'en étudier les incidences financières. Il avait été convenu que ce bulletin serait distribué en anglais au début, uniquement à titre expérimental. Le Président avait déjà demandé au Secrétariat d'évaluer les coûts supplémentaires que la traduction du bulletin dans les deux autres langues pourrait occasionner. Le Conseil général devrait revenir sur cette question pour évaluer toutes les incidences budgétaires. Le Président a souligné que ce bulletin était destiné à aider toutes les délégations, et à le faire efficacement.

Le représentant du Venezuela a dit que cette question était sensible pour les délégations hispanophones. Il paraissait y avoir, à l'OMC et dans d'autres organisations internationales, une tendance générale à résoudre les problèmes budgétaires en réduisant les travaux en espagnol. L'intervenant a suggéré que la question de la publication du bulletin dans les autres langues fasse l'objet de nouvelles consultations. Entre-temps le bulletin pourrait être publié à titre expérimental durant trois mois pendant lesquels le Secrétariat serait en mesure d'évaluer exactement le coût des travaux en question, ce qui permettrait ensuite aux délégations de faire le point sur cette publication au terme de cette période en disposant de toutes les informations.

Le Président a dit que cette publication ferait l'objet d'un examen lorsque le Secrétariat en aurait fait l'expérience pendant la période d'essai et serait en mesure d'évaluer les travaux et les coûts supplémentaires qu'elle pourrait occasionner.

Le Conseil général a pris note des déclarations.